

attentats, n'existant qu'à l'état « intentionnel », à l'exception toutefois des éléments machinés dans les coulisses de la Gepeou.

Ils ont avoué et ont donné les détails les plus minutieux sur cette nouvelle forme d'activité criminelle, qui ne figurait pas encore au procès des 16 : les accords avec l'Allemagne et le Japon, pour démembrer l'U.R.S.S. et restaurer le capitalisme.

Que la bureaucratie Thermidorienne — pour employer un mot cher à Trotsky — bien que dans le procès le procureur Vyshinsky ait attribué à Staline cette déclaration que le Trotskysme est pépinière de dégénérescence et thermidorisme — massacre en Russie tous ces militants, on peut à la rigueur se l'expliquer. Elle veut exterminer tous ceux qui, demain, pourrait encore jouer un rôle révolutionnaire, ou mieux ceux qui en rappelant l'époque révolutionnaire pouvaient — même *malgré eux* — être poussés par les masses dans une reprise de lutte révolutionnaire. Mesure de défense préventive donc, que de décapiter toute la génération d'octobre, celle de la vieille-garde Bolchevik, avoir vécu l'époque héroïque et avoir lutté à côté de Lénine, devient une raison suffisante de châtement suprême pour le centrisme, arrivé à un tel degré de dégénérescence et de trahison, qu'il étrangle même en Russie toute tentative de lutte ouvrière, et ce, au nom du capitalisme mondial dont l'U.R.S.S. est aujourd'hui l'instrument le plus puissant.

Mais ce que peut plus difficilement nous expliquer, cette fois que dans le procès des 16, c'est l'attitude de tous les accusés. Nous avons pu accepter cette hypothèse que les aveux de tous les crimes qu'ils avaient, ou plutôt qu'ils n'avaient pas commis, n'avaient été qu'un moyen extrême de se sauver la vie. Sans remonter au procès de 1922, où les 12 S. R. avaient été condamnés à mort « conditionnellement » et dont l'exécution n'a jamais eu lieu, il y avait deux précédents. Ni Ramzine, accusé en 1930 d'organisation d'un parti contre-révolutionnaire, de sabotage de l'industrie et de préparation de l'intervention étrangère, ni les membres du bureau Menchevik qui, en 1931, avaient été eux aussi accusés de crimes, de trahison, espionnage, sabotage, n'avaient été exécutés. Les exécutions du 25 août ont fait tomber cette hypothèse. Depuis, la fantaisie se livre à toutes sortes d'échafauda-

ges : on parle de philtres ou de piqûres qui, accompagnés d'un système diabolique d'auto-suggestion feraient avouer tout ce qu'on veut; on a même parlé d'exécution simulée. On a remis en cause, à cette occasion, les retractations célèbres de Galice et de Jeanne d'Arc.

Et pourtant que de nombreux exemples de reniement nous pourrions encore trouver de St-Pierre aux chefs centristes de Chine et du Japon.

Mais, ici, il ne s'agit pas d'actes de faiblesse commis pour éviter la torture ou la mort, mais d'une attitude de militants éprouvés contre lesquels on utilise un « collectif d'aveux », basés sur des auto-accusations et la reconnaissance de faits inexistantes. Sans doute la provocation joue-t-elle un rôle prédominant : la Guépéou s'infiltré partout. Elle fabrique de toutes pièces les documents, les dépositions, les « faits » et, par là, peut arriver à ébranler certains éléments et les induire en erreur. Mais tout cela n'est pas encore suffisant pour expliquer cette unanimité dans les aveux surtout quand il s'agit de vieux révolutionnaires qui ont été à l'école de l'Okrana czariste.

Nous sommes aussi d'accord que la plupart des militants trotskystes qui, eux, n'avouent pas, pourrissent dans les isolateurs, sont torturés ou fusillés dans le dos et que ceux qui sont traduits devant les tribunaux sont pour la presque totalité, des éléments qui avaient déjà pris la voie de la capitulation. Et même à ceux d'entre eux qui ne donnent pas toute garantie de jouer leur rôle dans ces procès, montés à des fins de politique intérieure on refuse le coup de grâce dans la nuque, le privilège de pouvoir réciter publiquement un mea culpa, à moins qu'il ne s'agisse de vrais saboteurs et d'espions du capitalisme étranger.

Nous avons déjà, à propos du procès des 16, cherché à donner une explication de cette tragédie. Leur espoir de redresser le parti, leur sujétion au fétichisme de ce parti qui représente la révolution d'Octobre, la crainte de passer pour un instrument de la contre-révolution devant toutes ces accusations apportées par les machinations de la Guépéou, ont fini par faire d'eux le jouet, non du fascisme, comme affirmait le procureur Vyshinsky, mais du centrisme et de sa politique criminelle.

Trotsky a démenti catégoriquement

qu'aucune des accusations élevées contre lui avaient quelque fondement. Démonstration facile car tous les « faits » posés par l'accusation tombent au premier examen.

Mais pour ce qui regarde les aveux démentis qui ont pourtant été pendant des années à ses côtés, il s'est limité à déclarer que c'est une conséquence des capitulations précédentes et d'un compromis avec Staline : contre des aveux une vie sauve et que même pour ce dernier procès, la machination a réussi et les 13 ont été les dupes comme les 16 précédents : sauf Radek et Sokolnikof qui ont été épargnés pour pouvoir servir à un nouveau procès.

Kerenski, dans une interview, tout en admettant qu'il s'agissait vraiment d'attentats contre Staline et de tentatives de conquête du pouvoir, explique « que la morale et l'éthique des Bolcheviks ne sont pas nôtres (les bourgeois) et que ce procès n'est pas un spectacle pour l'Europe ». Bien entendu, ce seraient, en somme, des personnages à la Dostoiewsky.

La Seconde Internationale, liée au pacte d'unité avec les centristes ne veut, naturellement, pas mettre en danger, pour quelques exécutions, le front unique entre les vieux et les nouveaux traîtres. Les ministres « socialistes » ont un grand nombre de semblables crimes sur la conscience. A la suite du procès contre Zinovief, Adler a publié une brochure qui se terminait par ces mots : « De tels procès ne doivent plus jamais se reproduire, cela il faut que les gouvernants de Moscou le comprennent enfin ». Après ce second procès, il déclare « que l'Union Soviétique ne pourra que gagner à mener un procès politique conformément aux principes de la sécurité juridique. Espérons qu'à Moscou on finisse par le comprendre. Et qu'il pourra garder son plomb pour le prochain procès ! »

« Seuls Radek et Sokolnikof ont cherché à maintenir leurs déclarations sur le terrain politique et théorique », écrit la presse centriste, alors que ce n'était que de la basse provocation.

Radek, s'adressant aux « camarades-juges » (le président : accusé Radek, non pas camarades-juges, mais citoyens-juges) (voir compte-rendu officiel du procès) a fait une affirmation qui dévoile toute la signification de ce procès : « Nous devons dire aux éléments trotskystes de France, d'Espagne et des autres pays, que l'expé-

rience de la révolution russe, nous montre que le trotskysme est le saboteur du mouvement ouvrier. Nous devons les avertir qu'il y va de leur tête s'ils ne tirent pas un enseignement de notre expérience ».

La dénonciation du Poum en Espagne comme organisation trotskyste contre-révolutionnaire est un des premiers pas faits dans cette voie. Sokolnikof, de son côté, a mis en cause directement les droitiers, ce qui servira également pour les prochains procès.

Tous les deux ont ainsi, pour cette fois, sauvé leur peau. Mais du point de vue juridique l'indulgence qu'on a montrée envers eux infirme en plein toute la sentence. Radek, en effet, déclare qu'il avait lui-même désigné la personne qui convenait le mieux pour assassiner Kirov. Meurtre qui avait coûté 135 exécutions et qui avait été le seul fait précis contre les 16. Le procureur, naturellement a laissé tomber cette auto-accusation. Tout en désignant Radek, comme l'un des trotskystes les plus marquants. Pour Sokolnikof, le procureur avait dit, qu'il était le défenseur le plus avéré des intérêts des Koulaks et il avait roulé ainsi jusqu'à l'extrémité du chemin de sa déchéance.

Trotsky a de nouveau été la cible de toute la meute déchâinée de l'accusation et surtout des accusés. « Allié du capitalisme », « ignoble agent du fascisme », « fauteur de la guerre immédiate que des millions d'hommes haïront et persécuteront partout », « bandit contre-révolutionnaire », « mauvais génie du mouvement ouvrier », l'ont appelé tour à tour Sokolnikof, Serebriakof, Mouralof. Seul Piatakof, qui s'était toujours montré le trotskyste le plus tiède, s'est tu dans cette diatribe finale. « Malheureusemen, écrit la presse soviétique, il (Trotsky) se trouve hors de l'étreinte de la juridiction soviétique » et le Mexique ne semble pas (jusque maintenant du moins) vouloir, comme la Norvège « socialiste », subir le « Diktat » de Moscou. De là, il peut continuer son « activité infernale », qui sera démontrée... au cours du prochain procès.

C'est vraiment heureux que Moscou ne se trouve pas dans une région volcanique, sinon, Trotsky — Vyshinski serait capable de l'affirmer — s'entendrait avec Belzbuth et personne pour faire écrouler le Kremlin. Ce qui est tout aussi vraisemblable que la collusion de Trotsky avec la Gestapo. Gatto MAMMONE